

Ar3 – Direction Réglementation et Gestion de l'Espace Public MR/ML

CIRCULATION PROVISOIREMENT ALTERNEE

1993 Bd Roger Carcassonne

sous le pont,

N° /2025 R.A

PUBLIÉ LE 10 JUIL. 2025

ARRÊTÉ F MAIRE DE SALON-DE-PROVE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L 2211-1 portant dispositions générales,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2212-1 L 2212-2 et L 2212-5 portant sur la police municipale,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les article L 2213-1 et L 2213-2 portant sur la police de la circulation et du stationnement,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L 2214-3 portant sur les dispositions applicables dans les Communes où la police d'état est instituée,

VU le règlement de la voirie Communale en date du 27 novembre 2024,

VU la demande formulée par l' Entreprise S2R en date du 09 juillet 2025 concernant des travaux

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de réglementer la circulation des véhicules pour assurer le bon ordre, la sûreté et la sécurité publiques,

ARRETE

<u>ARTICLE 1</u>: Afin de permettre des travaux sous le pont, la circulation est provisoirement alternée manuellement au droit du chantier sise 1993 Bd Roger de Carcassonne:

Du 09 au 11 juillet 2025 (de 21h à 05h le lendemain)

ARTICLE 2 – Maintien de l'accès aux véhicules d'urgence, collecte des déchets, bus et aux riverains.

Limitation de la zone de travaux à 30km/h.

Circulation alternée manuellement par 3 hommes trafics entre 21h et 5h

Masquage des 4 feux tricolores

le balisage doit être conforme au DESC fourni

<u>ARTICLE 3</u> - Sous les directives des Services Techniques Municipaux, la présignalisation et la signalisation de la circulation alternée seront mises en place par l'entreprise S2R chargée de l'exécution des travaux.

Avis d'information par affichage réglementaire. Respecter la charte de l'arbre, la réglementation en vigueur et le règlement de voirie.

<u>ARTICLE 4</u> – Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Marseille pendant un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

<u>ARTICLE 5</u> - Le Directeur Général des Services et le Commissaire de Police sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

0 9 JUIL. 2025

Par Délégation, Michel ROUX

Premier Adjoint au Maire

Falt à SALON, le

